

Je partage l'avis que peut-être un pays du Commonwealth ne peut s'immiscer dans les affaires d'un autre État.

On a parlé ce soir de l'archevêque Makarios de Chypre. Je me souviens d'un entretien que j'ai eu il y a quelques années avec le secrétaire d'État du temps. A ce moment-là, le différend de Chypre me préoccupait beaucoup et j'ai donc posé des questions à cet homme éminent dans les affaires internationales. Je lui ai demandé pourquoi nous n'adoptions pas une attitude plus rigide à l'égard de Chypre. Je me rappelle bien la réponse qu'il m'a faite alors. Voici ce qu'il m'a dit: «Je comprends fort bien ce que vous ressentez à l'égard de Makarios, mais je crois que la seule façon de gagner ces gens, c'est de les comprendre, de céder un peu. Si la Grande-Bretagne cède à Makarios au moment opportun, je pense qu'un jour Chypre fera partie du Commonwealth.» Pour revenir à ce qu'a dit le préopinant, je pense qu'en fait au moment malheureux où l'Afrique du Sud sortait du Commonwealth, la nouvelle nation cyprïote y rentrait. Tout est possible avec de la bonne volonté, de la compréhension et de la patience. Nous devons faire montre de souplesse. Nous devons nous rendre compte que la haine pour les autres n'arrange rien du tout. Il y a autre chose que je tiens à signaler. Il y a quelques années, j'ai eu l'occasion d'entendre à Kingston un homme du nom de Rudolph Pechel, éditeur allemand de marque. C'était un des défenseurs de la liberté. Il a montré que les Allemands pouvaient très difficilement obtenir de l'appui, de quelque côté qu'ils se soient tournés, pour résister à la tyrannie nazie. Les gens refusaient de croire, a-t-il expliqué, qu'un mouvement de résistance avait pris forme en Allemagne. Ses observations, prononcées dans le cadre des conférences subventionnées par la fondation Charles Dunning, il les a terminées en faisant remarquer que nous ne devons pas oublier ces considérations lorsque nous songeons à la jeunesse de l'Europe orientale. Les liens qui nous unissent aux gens qui ont besoin d'espoir, voilà sûrement l'un des éléments qui donnent à Berlin son importance. J'aimerais maintenant citer quelques paroles de notre bon ami, M. Alastair Buchan. Il parle en connaissance de cause de ce moment critique alors que les instruments militaires, tout en demeurant une réalité de conflits politiques, ont acquis une vie pour ainsi dire autonome, devenant une source distincte de tension et de danger. Ces considérations sont très bien exprimées par l'article de M. Kenneth McNaught, qui s'intitule «Le Canada doit se retirer de la course aux armements». Nous accordons notre appui à notre distingué secrétaire d'État aux Affaires extérieures et le

félicitons sincèrement de son esprit d'initiative, sa ténacité et l'assurance qu'il a fournie que nous maintiendrons cette attitude. J'espère que nous serons inflexibles dans notre opposition aux armes atomiques. La seule façon de résister à cette puissance nucléaire, c'est, bien sûr, de lui opposer notre force morale et des troupes d'élite qui soient prêtes à prendre leur place dans une guerre non nucléaire et, en hommes libres, symboles de la grande famille des Nations Unies, de relever le défi partout où on le lance. Permettez-moi de terminer en citant les paroles suivantes de M. Alastair Buchan, fils distingué d'un ancien gouverneur général du Canada:

... nous sommes à la veille d'un changement radical de la balance du pouvoir dans le monde, telle qu'elle s'est maintenue au cours des quinze dernières années, en ce sens que l'axe de la tension mondiale est sur le point de changer de direction, passant «d'est-ouest» à «sud-est-nord-ouest» ou même à «nord-sud». Dans ce cas, nous n'avons pas de temps à perdre, puisque les gouvernements et les programmes tarderont inévitablement à s'adapter à la réalité, pour tâcher de découvrir les secteurs d'intérêt qui nous sont communs avec l'Union soviétique. Que deux puissances de l'ampleur de la Russie et des États-Unis restent emmurées dans leur implacable hostilité parce qu'elles ne peuvent surmonter les obstacles résultant de la concurrence des techniques militaires, et ce, après que les raisons politiques de cette hostilité se soient transformées en un élément approchant d'une cause commune contre de nouveaux dangers, ce serait là l'une des plus grandes tragédies de l'histoire mondiale.

Le seul espoir que nous, Canadiens, puissions nourrir, c'est que nous traverserons cette crise, que les hommes mettront leurs nouveaux jouets à l'essai, qu'ils vieilliront et apprendront à s'aimer les uns les autres. Notre attitude doit s'inspirer de la dignité, du courage, de la souplesse et de la compréhension. Notre rôle ne devrait pas être celui d'un honnête courtier, car nous ne sommes peut-être pas assez importants pour le jouer. Peut-être notre ligne de conduite, dans le domaine des affaires extérieures, devrait-elle consister à donner quelques milliers de dollars à quelqu'un comme «Rocket Richard» pour lui permettre de faire le tour de la Russie avec quelques amis.

Tout bien considéré, la Russie, notre ennemi commun, est le pays que nous aimions il y a quelques années. C'est le pays de Tolstoï, de Chekhov, de Dostoïevski, celui de la musique et des arts. Rien n'est impossible, nous ne devons pas l'oublier. Nous avions un autre ennemi il y a 21 ans, et nous en avons encore eu d'autres dans le passé. Nous sommes maintenant en face d'une crise, d'une catastrophe, mais aussi d'une occasion qui se présente. Nous pouvons peut-être en sortir et, avec l'aide de notre sympathique secrétaire d'État aux Affaires extérieures, concourir effectivement à la solution du problème terrifiant auquel le monde est en butte à l'heure actuelle.